



C.C.A.P

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marchés publics de fournitures courantes et de services

PRESTATIONS DE SECURITE ET DE SURETE DES SITES DE LA CAF DE LA MARTINIQUE

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

LUNDI 10 MARS 2025 – 12h00 (17h00 heure de Paris)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES	5
ARTICLE 2 – GENERALITES	5
2.1 – Pièces constitutives du marché.....	5
ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	6
3.1 – Objet du marché.....	6
3.2 – Dévolution	7
3.3 – Sous traitance.....	7
3.4 – Procédure utilisée - Forme et durée.....	7
ARTICLE 4 – VISITE DES SITES.....	8
ARTICLE 5 – CONDITIONS ET MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE	8
5.1 – Obligations et responsabilités du Titulaire.....	8
5.2 – Prestations forfaitaires	10
5.3 – Modalités de passation des commandes	10
5.4 – Réunion de préparation et réunions de suivi	11
5.5 – Horaires d’intervention	11
5.6 – Marchés négociés susceptibles d’être passés ultérieurement.....	12
5.7 – Evaluation annuelle des prestations	12
ARTICLE 6 – CONTROLE DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS	12
6.1 – Vérification de l’exécution des prestations.....	12
ARTICLE 7 – REFACTIONS ET PENALITES.....	12
7.1 – Réfections.....	12
7.2 – Pénalités	13
7.3 – Recouvrement des pénalités.....	13
ARTICLE 8 – MONTANT DU MARCHE	13
8.1 – Forme du prix	13
8.2 – Prestations dans le cadre du forfait	14

8.3 – Prestations hors forfait	14
8.4 – Révision des prix.....	14
8.5 – Délai de validité des offres	14
ARTICLE 9 – AVANCE	15
ARTICLE 10 – MODALITES DE PAIEMENT	15
10.1 – Délai de paiement.....	15
10.2 – Présentation des demandes de paiement.....	15
10.3 – Intérêts moratoires.....	15
ARTICLE 11 – REPRISE DU PERSONNEL (LOT N°1 – PRESTATION DE SECURITE, DE SURETE ET DE REMPLACEMENT DU CONCIERGE)	16
ARTICLE 12 – CLAUSE D’INSERTION	16
ARTICLE 13 – RESILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT.....	17
13.1 – Résiliation	17
13.2 – Exécution par défaut.....	17
ARTICLE 14 – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE	18
14.1 – Redressement judiciaire	18
14.2 – Liquidation judiciaire	18
ARTICLE 15 – OBLIGATION FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL.....	19
ARTICLE 16 – EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE	19
ARTICLE 17 – REGLEMENT DES LITIGES	20
ARTICLE 18 – UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE	20
ARTICLE 19 – DEROGATIONS	20

**LES CANDIDATS SONT INVITES A LIRE ATTENTIVEMENT CHAQUE
ARTICLE DU PRESENT DOCUMENT AFIN DE PRENDRE LA MESURE
EXACTE DES PRESTATIONS A REALISER.**

**LE FAIT DE FORMULER UNE OFFRE IMPLIQUE L'ACCEPTATION,
SANS RESERVE, DES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE.**

TOUTES LES PRESTATIONS SERONT EXIGEEES.

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

D'une part :

La Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique sis Place d'Armes 97291 LE LAMENTIN représentée par son Directeur, Monsieur Stéphane KERMARREC, désignée ci-après par l'expression « l'Organisme »,

D'autre part :

L'entreprise titulaire du marché, désignée par l'expression « Le titulaire ».

Le représentant du pouvoir adjudicateur est :
Monsieur le Directeur de la CAF Martinique

Le comptable assignataire est :
Monsieur le Directeur comptable et financier de la CAF Martinique

ARTICLE 2 – GENERALITES

2.1 – Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché sera constitué des pièces suivantes, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

2.1.1 – Pièces particulières

- ✚ l'acte d'engagement (ATTRI 1) du titulaire accompagné de ses annexes ;
 - annexe 1 – décomposition du prix
 - annexe 2 – valeur technique de l'offre et RSO
- ✚ le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
 - annexe 3 – information sur la reprise du personnel
- ✚ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- ✚ s'il y a lieu, les actes de sous traitance et les avenants postérieurs à la notification du marché ;
- ✚ le règlement de la consultation.

2.1.2 – Pièces générales

- ✚ l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- ✚ l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale.
- ✚ le code de la commande publique modifié par le décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022 ;
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (issue de l'arrêté du 30 mars 2021) modifié par l'arrêté du 29 décembre 2022 ;
- ✚ les normes et règlements applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

2.1.3 – Clause sociale (annexe 2 - cadre de réponse RSO à renseigner)

Le Code de la commande publique prend en compte la promotion de l'emploi, la lutte contre la précarité et l'exclusion. Il offre ainsi la possibilité de favoriser l'insertion sociale et professionnelle de publics en difficulté.

En application de l'article L.5132-1 du code du travail le titulaire s'engage à promouvoir, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché, l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion dans les conditions du présent article.

Le titulaire reste pleinement responsable de l'ensemble des engagements qui s'imposent à lui dans le cadre du présent marché, notamment des délais, des prix et de la qualité des prestations rendues. Les difficultés qu'il pourrait rencontrer dans le cadre de sa participation au dispositif d'insertion seraient inopposables à la personne publique.

Le titulaire du marché pourra recruter les bénéficiaires soit sur un contrat classique, soit recourir à un contrat aidé (contrat de qualification, contrat d'apprentissage...).

Il pourra également recruter ces personnes indirectement, par l'intermédiaire d'une structure d'insertion agréée par l'Etat : entreprises de travail temporaire d'insertion, groupements d'employeurs pour l'insertion, la Maison Départementale des Personnes Handicapées,...

Les personnes visées par ce dispositif de soutien à l'emploi sont :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les bénéficiaires de la prime d'activité ou de minima sociaux
- personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleur handicapé au sens de l'article L.5212-13 du code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi)
- bénéficiaire de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation invalidité
- les jeunes âgés de 18 à 26 ans ayant quitté le système scolaire sans diplôme
- les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans)
- les personnes ayant terminées un contrat avec une entreprise d'insertion, une entreprise de travail temporaire d'insertion ou un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

2.1.4 – Clause environnementale (annexe 2 - cadre de réponse RSO à renseigner)

Le candidat présentera les mesures ou actions en faveur du développement durable qu'il s'engage à prendre dans le cadre de l'exécution du présent marché.

ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

3.1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet les prestations de sécurité, sûreté et de remplacement du concierge pour le siège et les agences de la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique.

Les prestations doivent permettre de surveiller l'accès aux différents sites de la CAF Martinique, de prévenir, intervenir et contrôler toute action suspecte sur le site, accueillir,

renseigner, filtrer toute personne qui en demande l'accès et secourir tout individu en difficulté en lien avec l'équipe de première intervention.

3.2 – Dévolution

Le marché est composé de deux (2) lots :

Lot n°1 – Sécurité, sûreté et remplacement du concierge

Lot n°2 – Ouverture et Fermeture des centres

Les candidats peuvent répondre à un seul lot, ou à tous les lots.

3.3 – Sous traitance

Il est fait application des articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique (CCP).

3.4 – Procédure utilisée - Forme et durée

La procédure de consultation utilisée est la procédure formalisée, en application des dispositions de l'article L. 2124-1 du CCP.

Le présent marché s'exécute au travers d'un marché alloti comprenant pour le lot 1, une partie à prix forfaitaire et une partie à bon de commande pour les prestations exceptionnelles et pour le lot 2, une partie à prix forfaitaire.

Le démarrage des prestations est prévu au 02/05/2025.

Le marché est conclu pour une période initiale de douze (12) mois.

Il pourra être reconduit tacitement trois (3) fois par période de douze (12) mois pour chaque reconduction, sans que la durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction, la décision sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant l'expiration de la période considérée.

En cas de non reconduction, les prestations devront être exécutées suivant les conditions initiales jusqu'au terme de la période considérée.

Fermeture de sites et espaces

La CAF Martinique se réserve la possibilité pour des raisons motivées de suspendre des prestations notamment en cas de fermeture temporaire d'un site ou d'une partie du site, suite à des travaux, sinistre ou autre, et ou mettre un terme à des prestations dans le cas d'une fermeture définitive d'un site.

Dans ce dernier cas, la modification du forfait donnera lieu à la signature d'une modification au marché.

Dans les autres cas, le Titulaire appliquera soit une réfaction à hauteur du coût de la prestation de gardiennage au prorata des jours de fermeture, soit un avoir annulant cette même période.

ARTICLE 4 – VISITE DES SITES

La visite des sites est **obligatoire**. Les candidats devront prendre les dispositions nécessaires pour y assister ou s'y faire représenter.

La visite donne lieu à la signature d'une attestation en double exemplaire : une sera remise au soumissionnaire, l'autre sera conservée par l'Organisme.

Les candidats qui n'auront pas visité le site verront leur offre rejetée au motif d'une offre irrégulière.

Les visites se dérouleront selon le calendrier ci-dessous :

semaine 7

- ◆ mardi 11 février 2025 – 9h00 : pour les agences de Marin, Rivière Salée et Dillon ;
- ◆ mercredi 12 février 2025 – 9h00 : pour le siège à Place d'armes et l'agence de Schoelcher

OU

semaine 8

- ◆ mardi 18 février 2025 – 9h00 : pour les agences de Marin, Rivière Salée et Dillon ;
- ◆ mercredi 19 février 2025 – 9h00 : pour le siège à Place d'armes et l'agence de Schoelcher

Les candidats devront confirmer leur présence avant les visites auprès de :

Monsieur Franck LAURENCE

Gsm : 06 96 38 57 67

courriel : caf972-bp-surete@caf972.caf.fr

ARTICLE 5 – CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

5.1 – Obligations et responsabilités du Titulaire

Le titulaire doit être en possession de l'autorisation, pour exercer les prestations de gardiennage, délivrée par les services du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS). Cette autorisation doit être produite chaque année en cas de reconduction du marché.

Si cette autorisation lui est retirée, le titulaire doit avertir sans délai le responsable du suivi et de l'exécution du marché à l'adresse mail suivante: celine.melgire@caf972.caf.fr

5.1.1 – Obligations dans l'organisation des prestations

Dans les circonstances normales d'exécution du présent marché, le titulaire est tenu à une obligation de résultat, il s'engage notamment à :

- avoir une connaissance suffisante des lieux dans lesquels il exécute ses prestations ainsi que des conditions de travail applicables ;

- utiliser les moyens contractuels décrits dans son mémoire technique et les adapter si ces derniers s'avèrent insuffisants en supportant seul les conséquences des modifications nécessaires à l'exécution des prestations telles que décrites dans le cahier des clauses techniques particulières;
- travailler en étroite concertation avec l'ensemble des interlocuteurs responsables du suivi et de l'exécution du marché ou de sa gestion administrative;
- signaler au Chargé de sécurité, par tout moyen et dans un délai de quarante-huit heures maximum, les incidents susceptibles d'affecter la sécurité des personnes et formuler les recommandations utiles pour y remédier;
- respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans sa profession ainsi que les instructions en vigueur dans les sites à l'intérieur desquels sont exécutées les prestations;
- informer sans délai le Chargé de sécurité des nouveaux textes réglementaires applicables aux prestations visées au présent marché et expliquer leur incidence sur l'exécution du marché;

Le titulaire doit également :

- assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes;
- contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée et les respects des consignes données à son personnel;
- assurer la permanence des prestations prévues au marché, y compris en cas de grève du personnel ou grèves des transports en commun, en procédant aux remplacements nécessaires du personnel par des salariés de qualification équivalente;

5.1.2 – Obligations de confidentialité

Le Titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel avec son personnel et à l'obligation de réserve pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable de la CAF Martinique.


En cas de non respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'Organisme ou la personne affectée peut prétendre.

La CAF Martinique s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le Titulaire qu'il recevrait de celui-ci.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

5.1.3 – Remplacement en cas d'absence

En cas d'absence de son agent, le titulaire s'engage à le remplacer dans les délais suivants :

-  absence prévue : remplacement immédiat,

- ✚ absence imprévue : détachement, **dans un délai maximum d'une (1) heure**, d'un agent polyvalent, préalablement formé.

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève des salariés de la société, le titulaire du marché sera tenu d'exécuter obligatoirement un service minimum dont les modalités ainsi que la durée seront précisées par la CAF Martinique lors de la survenance du préavis.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter ce service minimum, la CAF Martinique y pourvoira par tous moyens qu'elle jugera utile, en faisant appel notamment à une autre entreprise pour exécuter les prestations. Les frais supplémentaires ainsi engagés seront à la charge du titulaire.

La grève du personnel du titulaire ne saurait constituer, en aucune façon, un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire par l'établissement.

5.1.4 – Formation

Le titulaire doit assurer les actions de formation de son personnel et veiller à ce que les connaissances sur le plan de la technique et de la sécurité soient acquises. Il tient à jour un document permettant de juger de l'efficacité de la formation dispensée et en informe le responsable du suivi et de l'exécution du marché à chacune de ses demandes.

5.1.5 – Respect des obligations en matière de travail non dissimulé

Le titulaire se doit de respecter les obligations en matière de travail non dissimulé et de travail des salariés étrangers citées ci-après :

- ✓ Non dissimulation d'activité : article L.8221-3 du code du travail
- ✓ Non dissimulation d'emploi salarié : L.8221-5 du code du travail, L.1221-10 (déclaration préalable d'embauche des salariés), L.3243-2 (obligation de délivrance d'un bulletin de paie)
- ✓ Pour le cocontractant établi en France : article D.8222-5 du code du travail
- ✓ Pour le cocontractant établi à l'étranger : article D.8222-7 du code du travail
- ✓ Emploi d'étrangers non autorisés à travailler : articles L.8251-1, D.8254-2 et D.8254-4 du code du travail

Le titulaire est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

5.2 – Prestations forfaitaires

Les interventions du Titulaire comprennent :

- la main d'œuvre ;
- les frais de déplacement ;
- tous matériels et outillages nécessaires à l'exécution du contrat ;

Les prestations forfaitaires seront réalisées conformément aux prescriptions techniques générales inscrites dans le CCTP.

5.3 – Modalités de passation des commandes

La notification du marché au titulaire vaut commande continue des prestations forfaitaires pour toute la durée du marché.

Les prestations hors forfaits feront l'objet d'émission de bons de commandes au fur et à mesure de la survenance du besoin.

Les commandes sont passées à la convenance de l'organisme par mail.

Ces bons de commande portent les mentions suivantes :

- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du titulaire ;
- le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation de la prestation ;
- la description détaillée de la prestation demandée et la quantité commandée ;
- le prix d'engagement correspondant au prix marché ;
- le coût HT de la prestation, le taux de TVA et le coût TTC ;
- le lieu et la date (ou délai) d'intervention ;

La personne habilitée à rédiger et signer les bons de commande est le représentant du Pouvoir Adjudicateur ou toute personne qu'il aura désigné à cet effet.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'émetteur par tout moyen, dans un délai de maximum de trois jours ouvrables à compter de sa date notification au titulaire.

5.4 – Réunion de préparation et réunions de suivi

5.4.1 – Réunion de préparation

Avant tout commencement d'exécution, une réunion de préparation est organisée par le représentant du Pouvoir Adjudicateur avec le représentant du Titulaire. Elle portera sur les points suivants :

- Visite approfondie du site : connaissance des systèmes de sécurité incendie, vidéo-protection et intrusion sur le site, interprétation des alarmes ou dérangements pouvant se présenter ;
- Prise de connaissance des consignes générales et particulières de l'organisme ;
- Plan de prévention ;
- Attestation d'assurance en cours de validité ;
- Liste nominative du personnel ;
- Et tout autre point nécessaire au bon démarrage de la prestation.

5.4.2 – Réunions de suivi

Des réunions de suivi des prestations de sécurité et sûreté seront organisées au moins une fois par trimestre à compter de la notification du marché. Ces réunions auront pour objectif d'assurer un lien régulier entre le titulaire et l'organisme. A ces occasions, les thèmes suivants seront abordés :

- Conformité des prestations,
- Evolution des consignes,

5.5 – Horaires d'intervention

Ces informations sont indiquées aux articles 4.3 et suivants du CCTP.

5.6 – Marchés négociés susceptibles d’être passés ultérieurement

En application de l'article R 2122-7 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, des marchés négociés, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, pourront être passés ultérieurement.

5.7 – Evaluation annuelle des prestations

Le Titulaire sera annuellement évalué par le service prescripteur. Le résultat de l'évaluation lui sera restitué.

ARTICLE 6 – CONTROLE DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS

Le présent marché est un marché à obligation de résultats.

6.1 – Vérification de l’exécution des prestations

Par dérogation aux dispositions des articles 22, 23 et 24 du CCAG/FCS, il est stipulé que :

Les opérations de vérifications sont effectuées par l'organisme à l'occasion ou indépendamment des interventions du titulaire.

Elles portent essentiellement sur les points définis au CCAP, CCTP et annexes :

- la quantité et la qualité des prestations exécutées ;
- le respect des obligations de moyens ;
- le respect de l'obligation de résultats.

ARTICLE 7 – REFACTIONS ET PENALITES

7.1 – Réfactions

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisante donnent droit à paiement.

Conformément aux articles 29 et 30 du CCAG/FCS, lorsque le Pouvoir Adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

Cette décision ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il est été mis à même de présenter ses observations.

7.2 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités suivantes peuvent être appliquées pour tous les manquements listés ci-après :

manquements	Montants forfaitaires € HT
Agent absent et non remplacé	300 € par ½ journée d'absence
Agent en retard	7,5 € / minute à partir de la 11 ^{ème} minute de retard à compter de l'heure d'ouverture du site au public
Non production de la liste nominative du personnel dans les délais fixés au CCTP	50 € par jour de retard
Perte d'un badge, d'une clé, d'un pass	50 € par unité
Non-respect des prescriptions du plan de prévention et des consignes relatives à la protection des installations	100 € par constat
Non remplacement d'un agent ne donnant pas satisfaction	100 € par jour de retard à partir de l'expiration du délai fixé par le PA (2 jours)
Non remise de l'attestation d'assurance	100 € par constat
Non-actualisation de la liste du personnel, par cas constaté	150 € par constat
Tenue vestimentaire non conforme par cas constaté	50 € par constat
Tout autre non-respect du CCAP et/ou CCTP	50 € par manquement

7.3 – Recouvrement des pénalités

Le montant des pénalités, lorsqu'il peut être retenu par précompte sur les sommes dues au titulaire, vient en atténuation de la dépense. S'il ne peut être précompté, il donne lieu à l'émission d'un avoir par le titulaire.

ARTICLE 8 – MONTANT DU MARCHÉ

8.1 – Forme du prix

Conformément à l'article 2 de l'acte d'engagement, le présent marché est conclu à prix forfaitaire pour les prestations récurrentes et à prix unitaire pour les prestations faisant l'objet d'un bon de commande.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché ; toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'une modification au marché actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement comprennent toutes les dépenses, notamment de main-d'œuvre, fournitures et transport nécessaires, tous les frais

généraux, bénéfiques, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

8.2 – Prestations dans le cadre du forfait

Les comptes sont réglés d'après le prix forfaitaire du marché.

L'ensemble des prestations décrites au CCTP, quelle que soit leur périodicité, est inclus dans le prix forfaitaire mensuel.

8.3 – Prestations hors forfait

Les prestations hors forfait sont exécutées après acceptation d'un devis du titulaire par le représentant du Pouvoir Adjudicateur et émission d'un bon de commande adressé par cette dernière au titulaire.

8.4 – Révision des prix

Les prix fixés dans l'acte d'engagement sont fermes pendant une année. Ils feront l'objet d'une révision des prix à la date anniversaire du marché, par application de la formule ci-dessous :

$$P = P0 [0,15+0,85(I_m/I_0)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P0 = prix d'origine

I₀ = valeur de l'indice INSEE identifiant 001664524 (indice des prix des services français aux entreprises françaises (Bt0B) – CPF – 80.10 – Services de sécurité privée – dernier indice définitif connu au moi zéro (Novembre 2021) dit indice de base : indice du troisième trimestre publié le 30/11/2021 : 102,6.

I_m = valeur de l'indice INSEE identifiant 001664524 (indice des prix des services français aux entreprises françaises (Bt0B) – CPF – 80.10 – Services de sécurité privée – pour la première révision : valeur du 3^{ème} trimestre 2022 – pour la seconde révision : valeur du 3^{ème} trimestre 2023.

Un mois avant la date anniversaire, le titulaire adresse par tout moyen la valeur du coefficient de révision calculé au moyen de la formule de révision des prix, le détail du calcul joint à ce courrier.

Le silence du Pouvoir Adjudicateur dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la réception du courrier vaut acceptation.

En cas de refus, le PA fait une proposition au titulaire dans les meilleurs délais.

Clause butoir et de sauvegarde : l'Organisme se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date de changement de prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3% l'an.

8.5 – Délai de validité des offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres **120 jours** décomptés à partir de la date limite de dépôt des offres.

ARTICLE 9 – AVANCE

Sauf refus express du titulaire dans l'acte d'engagement, la CAF Martinique lui accorde une avance dans les conditions des articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 10 – MODALITES DE PAIEMENT

10.1 – Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours en application de l'article R.2192-10 du CCP.

10.2 – Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ✓ les nom, n° Siret et adresse du créancier;
- ✓ les références bancaires telles qu'elles sont précisées à l'acte d'engagement ;
- ✓ le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- ✓ la date ou période de réalisation des prestations;
- ✓ le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- ✓ le prix des prestations accessoires ;
- ✓ le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales le cas échéant ;

- Les factures seront adressées par mail à serfac@caf972.caf.fr

Ou

- déposées sur le portail CHORUS (Numéro SIRET pour la CAF Martinique 31430782800025 – numéro d'engagement et code service non obligatoires)

10.3 – Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai global de paiement peut être suspendu par la CAF Martinique pour des raisons imputables au Titulaire. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen donnant une date certaine à la réception de cette décision de suspension. Le délai

global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le Titulaire au Pouvoir Adjudicateur de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées. A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai global est ouvert ; il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le paiement est effectué par virement bancaire.

ARTICLE 11 – REPRISE DU PERSONNEL (Lot n°1 – prestation de sécurité, de sûreté et de remplacement du concierge)

En vertu des dispositions stipulées dans l'article L.1224-1 du Code du travail, complétées par l'avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel suivant la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 étendu par arrêté du 25 juillet 1985, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification de la situation juridique de l'employeur subsistent entre le nouvel employeur et le personnel déjà affecté au Service.

Les informations relatives au personnel à reprendre sont jointes en annexe dans le document « **masse salariale** ».

Lors de l'attribution du marché au nouveau prestataire, la reprise sera ensuite organisée directement entre les deux sociétés de sécurité, sans que la CAF Martinique n'ait à intervenir ou ne soit impliquée.

A la date de début d'exécution du présent marché fixée au 1^{er} mai 2025, le titulaire doit avoir accompli toutes les formalités relatives à la reprise du personnel.

De la même manière, le titulaire est informé qu'il doit s'acquitter, au terme du marché, de ses obligations quant à cette réglementation et notamment en référence à sa qualité d'entreprise sortante.

A défaut, il s'expose à une pénalité de **400 €** par jour de retard à communiquer cette information.

ARTICLE 12 – CLAUSE D'INSERTION

Le Code de la commande publique prend en compte la promotion de l'emploi, la lutte contre la précarité et l'exclusion. Il offre ainsi la possibilité de favoriser l'insertion sociale et professionnelle de publics en difficulté.

En application de l'article L.5132-1 du code du travail le Titulaire s'engage à promouvoir, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché, l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion dans les conditions du présent article.

Le Titulaire reste pleinement responsable de l'ensemble des engagements qui s'imposent à lui dans le cadre du présent marché, notamment des délais, des prix et de la qualité des prestations rendues. Les difficultés qu'il pourrait rencontrer dans le cadre de sa participation au dispositif d'insertion seraient inopposables à la personne publique.

Le Titulaire du marché pourra recruter les bénéficiaires soit sur un contrat classique, soit recourir à un contrat aidé (contrat de qualification, contrat d'apprentissage...).

Il pourra également recruter ces personnes indirectement, par l'intermédiaire d'une structure d'insertion agréée par l'Etat : entreprises de travail temporaire d'insertion, groupements d'employeurs pour l'insertion, la Maison Départementale des Personnes Handicapées,...

Les personnes visées par ce dispositif de soutien à l'emploi sont :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les bénéficiaires de la prime d'activité ou de minima sociaux
- personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleur handicapé au sens de l'article L.5212-13 du code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi)
- bénéficiaire de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation invalidité
- les jeunes âgés de 18 à 26 ans ayant quitté le système scolaire sans diplôme
- les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans)
- les personnes ayant terminées un contrat avec une entreprise d'insertion, une entreprise de travail temporaire d'insertion ou un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

ARTICLE 13 – RESILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT





13.1 – Résiliation

Le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché aux torts du cocontractant, en application des dispositions du Chapitre 6 du CCAG-FCS.

Le marché doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché à ses torts. Les services compétents de la CAF Martinique sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent le PA qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché sans indemnités.

13.2 – Exécution par défaut

En cas de manquements répétés dans l'exécution des prestations, le représentant du Pouvoir Adjudicateur adresse une mise en demeure au titulaire, celle-ci devant :

-  rappeler les obligations contractuelles ;
-  énoncer le ou les manquements ;
-  mentionner le ou les délais pour remédier à la carence ;
-  décrire la ou les sanctions prévues.

Si la défaillance du titulaire se prolonge pendant plus d'une semaine à compter de la date de réception de la mise en demeure, le Pouvoir Adjudicateur fait assurer provisoirement par un tiers et aux frais du titulaire le service dû par ce dernier conformément à l'article 36 du CCAG.

Clauses de sureté

Compte tenu de la nature des prestations de sécurité, de sureté et de gardiennage des sites, qui ne peut souffrir d'aucune absence, la CAF Martinique pourra pourvoir à

l'exécution de la prestation aux frais du titulaire en cas d'inexécution des prestations par ce dernier.

Le prestataire est également invité à se prononcer sur les conditions de remplacement du personnel en cas de maladie, congés, grèves, difficultés de transport...

Service minimal en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le Titulaire sera tenu d'assurer les prestations, définies par le PA, indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité.

ARTICLE 14 – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la CAF Martinique. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

14.1 – Redressement judiciaire

En cas de redressement judiciaire, le Pouvoir Adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi. En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14.2 – Liquidation judiciaire

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'Entreprise.

Dans cette hypothèse, le Pouvoir Adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Il est expressément stipulé que la résiliation intervenue pour cause de règlement judiciaire ou de liquidation de biens ne sera pas une résiliation pure et simple.

Dans ces conditions, les excédents de dépenses résultant de la défaillance seront à la charge de l'Entrepreneur et prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Si le nouveau marché entraîne, au contraire, une diminution des dépenses, le bénéfice en résultant, est entièrement acquis au Pouvoir Adjudicateur.

ARTICLE 15 – OBLIGATION FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL

Le Titulaire s'engage à fournir à la Caf Martinique **tous les six mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché**, les documents mentionnés aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du Code du travail ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de 6 mois de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'Urssaf et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-3, 3 et 11 du Code du travail.

Modifications des données administratives :

Le titulaire du marché se doit d'informer dans les plus brefs délais, la CAF Martinique à l'adresse suivante :

Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique
Cellule Achats/Contrats/Marchés
Place d'Armes
B.P. 421
97291 LAMENTIN

de tout changement concernant :

- ✓ Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques.
- ✓ Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché, et en joignant un RIB ou RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation par avenant, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

ARTICLE 16 – EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE

L'accord-cadre est passé en application de l'arrêté du 19 juillet 2018, et conformément aux dispositions du Code de la commande publique modifié par le décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022 ;

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique

et/ou financier, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

ARTICLE 17 – REGLEMENT DES LITIGES

Pour tout différend ou litige concernant l'exécution du présent marché qui ne peut être réglé à l'amiable ou par voie d'arbitrage, attribution est faite au Tribunal de Grande Instance de Fort de France, étant entendu que le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

ARTICLE 18 – UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre devront être rédigés en langue française, ou traduits en français s'ils émanent d'une autorité étrangère.

Les correspondances, réunions, discussions, formations relatives au présent marché interviendront dans la langue française. En conséquence, il appartiendra au titulaire de désigner, pour l'exécution de l'ensemble des prestations définies aux cahiers des charges, une équipe et/ou un correspondant ayant la maîtrise de la langue française.

ARTICLE 19 – DEROGATIONS

Le présent CCAP déroge au CCAG-FCS notamment sur les points suivants :

Articles du CCAP dérogatoire	Articles du CCAG –FCS visés par la dérogation	Nature de la dérogation
2.1	4.1	Pièces constitutives du marché
6.1	22 – 23 - 24	Opérations de vérification
7.2	14	pénalités

Fait au LAMENTIN,
Le 13 novembre 2024

Lu et approuvé par le Titulaire

Le

Signature et Cachet du Titulaire